

**L'Europe: un bel héritage, une grande ambition?**

Par Paul Collowald

Nous sommes réunis ce soir, en un lieu où les historiens pourraient nous commenter d'intéressants épisodes de la Mémoire lorraine mais aussi évoquer des moments significatifs de l'histoire européenne contemporaine, car nous sommes, ici, sous l'égide de Robert Schuman, sur le site de Montigny-Lès-Metz et de Scy-Chazelles.

Si j'ai choisi ce titre: « L'Europe: un bel héritage, une grande ambition? », avec un point d'interrogation, ce n'est pas seulement par modestie - car ce sont des grands sujets - mais parce que dans cette assemblée de citoyennes et de citoyens, - où je discerne trois générations -, je serais heureux de vous écouter et d'échanger nos réflexions.

Pour être tout à fait franc, j'avais une troisième raison de mettre un point d'interrogation: il y a des jours où j'ai le sentiment que ce « bel héritage » n'est plus assumé et que cette « grande ambition » est bien amaigrie...mais vous allez peut être me reconforter!?

En tout cas, je suis heureux, ce soir, d'intervenir ainsi dans le cadre de la « Semaine de l'Europe 2008 » qui s'inscrit avec bonheur dans l'action permanente du Conseil Général de la Moselle.

Les efforts conjoints du CERS et de l'Association Robert Schuman seront d'autant plus efficaces que Jean-Luc Bohl est le successeur de Joseph Schaff à la Mairie de Montigny-Lès-Metz et que je suis le successeur de Joseph Schaff à la présidence de cette Association Robert Schuman qui avait été créée sous le nom d'Association des Amis de Robert Schuman. Heureuse coïncidence...

Nous ne sommes plus tellement nombreux dans cette salle à avoir connu Robert Schuman, et, sur mon parcours de 60 ans, où je l'ai rencontré bien souvent, je voudrais être le témoin fidèle et précis de cette extraordinaire « aventure européenne » dont la date fondatrice est le 9 mai 1950, avec deux personnages-clés: Jean Monnet et Robert Schuman, d'abord, et puis, Konrad Adenauer, le troisième homme, auxquels se joignirent rapidement Alcide de Gasperi et nos amis du Benelux.

Selon votre âge et vos centres d'intérêt, vous connaissez certainement l'essentiel, voire quelques événements significatifs; pour ma part, je vais m'efforcer de réactiver quelques uns de vos souvenirs et les compléter éventuellement.

Mon professeur de français me disait avant nos exercices qui s'appelaient « dissertations » tu commences par une introduction en bémol; puis, tu divises ton sujet en deux parties, à peu près égales, et tu termines sur une conclusion en dièse. C'était, à ses yeux, une sorte de crescendo pour avoir une bonne note. Ce sera à vous de juger...

A première vue, je me voyais bien parti avec, d'une part, « héritage » et d'autre part, « ambition » en somme, un grand classique souvent appelé : bilan et perspectives. En vérité, les

choses ne sont pas aussi simples, et si je vais respecter, en gros, le cadre chronologique, cette « longue marche » va parfois comporter des carrefours où se mêleront des textes, des hommes, des dates et des concepts. Pour égayer le parcours, je vais m'appuyer aussi sur des anniversaires, en commençant par le mois de mai 1948, date du premier Congrès européen à La Haye et que célébrera le Mouvement européen international à la fin du mois.

Dans notre vocabulaire d'aujourd'hui, nous dirions que c'est la société civile, en alliance avec des hommes politiques, qui fut à l'origine de cette prise de conscience: l'Europe va être balayée, laminée entre les deux Grands, si elle ne s'unit pas! C'est une manière très concrète de tirer les leçons de la guerre 1939-1944 – qui faisait suite à celles de 1870 et 1914-1918 – et c'était aussi, une sorte de réflexe, proche de l'instinct de conservation. Il est relativement facile de se mettre d'accord sur un slogan: « Plus jamais ça! ».

Mais comment faire? Voilà la question! Après chaque guerre, il y a un Traité de paix et ...puis, on recommence. En partie, parce que l'on pratique ce vieil adage: « Malheur aux vaincus! » Il faut les faire payer...sous différentes formes. Et vous avez alors Versailles, avec ses sous-produits: misère, humiliation, vengeance. Et puis, Hitler, et puis, une nouvelle guerre. Terrible engrenage. En mai 1948, à La Haye, on veut donc mettre en échec « la guerre, la peur et la misère ». C'est une citation du Manifeste adopté à la fin du Congrès d'où sortiront d'ailleurs une série de propositions concrètes: l'idée d'une Convention des Droits de l'Homme, le Collège de l'Europe à Bruges et le Conseil de l'Europe. Les choses ne vont pas trainer, elles se réaliseront en deux ans: le Conseil de l'Europe en 1949, puis en 1950: le Collège de l'Europe et la signature à Rome de la Convention des Droits de l'Homme. J'ai vécu intensément ces années charnières 1949/50, issues des initiatives de 1948.

Nous n'avons pas le temps, ce soir, de reconstituer tous les épisodes de ces grands moments de notre histoire contemporaine. D'ailleurs, plusieurs d'entre vous les connaissent et au cours de mes conférences à Thionville, et à Scy-Chazelles, j'ai eu l'occasion d'évoquer dans quelles circonstances j'ai pu suivre le cheminement de la pensée de Robert Schuman.

C'était à Strasbourg, le 12 août 1949. La semaine, dédiée à la session constitutive du Conseil de l'Europe, s'achevait et au Foyer de l'Etudiant Catholique (le FEC) une réception en l'honneur des personnalités européennes et locales tirait à sa fin. Jeune journaliste, j'avais été invité et j'avais sous le bras un ouvrage collectif consacré aux problèmes européens de l'heure. Au sommaire, on trouvait un article d'André Maurois: « Les Anglais sont-ils européens? » ; un article du Père Riquet, revenu des camps de concentration et s'interrogeant sur « L'Europe à Mauthausen ». On y relevait aussi plusieurs biographies dont celle de Robert Schuman, signée Paul Collovald. Le Directeur du FEC, le célèbre Frère Médard, me présente au Ministre des Affaires étrangères et c'est ainsi qu'il m'invite à le suivre à la Préfecture où il logeait durant son séjour dans la capitale alsacienne.

Je dois ajouter que j'avais sollicité une dédicace à Robert Schuman et, qu'avant de sortir son stylo, il voulait jeter un coup d'œil sur mon article le concernant. D'où cette chance de pouvoir bavarder avec le Ministre au cours d'une promenade improvisée, pour moi, évidemment « historique ». Je fus, en effet, le témoin privilégié de l'espoir et des inquiétudes de Robert Schuman qui m'expliquait que, dans 48 heures, les Allemands iraient voter pour la première fois: « Que va-t-il sortir des urnes? » s'interrogeait-il. Quel après-guerre construirons-nous ensemble? La fameuse « question allemande » trouvera-t-elle une réponse dans une approche européenne? Et laquelle?

J'avais gardé ces réflexions du mois d'août 1949 à l'esprit et elles me permirent, plus tard, le

9 mai 1950, de bien saisir le sens et la portée de la « Déclaration Schuman », texte inspiré par Jean Monnet, et que Robert Schuman avait étudié durant le week-end du 1er mai, passé dans sa maison de Scy-Chazelles.

Ce texte est le texte fondateur, à la fois de notre construction européenne et de la réconciliation franco-allemande, ces deux composantes d'une paix qui dure depuis plus de 60 ans: l'autre jour dans un débat d'historiens, l'un d'entre eux fit le calcul pour en constater le caractère « extraordinaire ». Le rêve de notre jeunesse serait donc devenu réalité? 60 ans de Paix!

Vous voyez comme on s'habitue à l'extraordinaire. Nous les anciens, nous les témoins, nous devons donc continuer à rappeler la portée de ces 36 lignes que l'on devrait faire figurer dans tous les livres d'histoire, et préciser, au moins chaque 9 mai, les origines et la signification. A ce propos, je me souviendrai toujours de cette réponse de Robert Schuman, à la question posée à la fin de la conférence de presse: « Monsieur le Ministre, n'est-ce pas un saut dans l'inconnu? » Un silence. Réponse: « Mais, oui, Monsieur, c'est vrai, et il faut le faire! ». Oui, en matière de politique étrangère, nous étions partis pour une sorte de révolution...Un acte audacieux, ouvrant de vastes perspectives, donnant du sens à la politique, oui, du sens, ce qui en français veut dire à la fois: direction et signification!

Voilà ce qui nous a d'ailleurs enthousiasmés – au moins une partie de ma génération – et malgré la proximité de ce qui avait été une épouvantable guerre, marquée de surcroît de l'empreinte barbare du nazisme. Nous, les Mosellans et les Alsaciens, nous avons quelques mérites supplémentaires à nous engager dans cette aventure car, dans nos familles, que de morts, de disparus, de blessés physiquement et moralement, de déportés, de « malgré nous »... Nos amis luxembourgeois le savent, aussi; ils ont subi les mêmes épreuves.

Sur mon « parcours européen » commencé en avril 1958 à Luxembourg, au Service d'information de la Haute Autorité de la CECA, j'ai eu le privilège de rencontrer à Strasbourg des figures exemplaires, telle que Simone Veil, revenue des camps de concentrations et, en 1979, présidente du Parlement européen élu pour la première fois, au suffrage universel. Tel que Étienne Hirsch, Président d'Euratom, de 1959 à 1961, à Bruxelles et qui, jeune ingénieur, entendant l'appel du 18 juin, quitte femme et enfants pour rejoindre le Général de Gaulle à Londres où il arrive le 22 juin. A son retour en France, il retrouvera heureusement sa femme et ses quatre enfants, mais que de deuils chez ses proches! Il aura vu disparaître en déportation son père, sa mère, sa sœur et les quatre enfants de celle-ci. Et pourtant...et pourtant, entré en conflit avec le Général de Gaulle au sujet de la politique européenne, il devient ce militant européen qui, au début des années soixante, accepte la présidence du Mouvement fédéraliste européen, succédant ainsi à Henri Frenay, cet autre grand résistant et militant européen, dont je relisais l'autre jour les mémoires, au titre évocateur: « la nuit finira ».

Henri Frenay était venu à Alger, début 1944, pour participer au congrès « Outremer » de son réseau « Combat ». A cette occasion, fut adoptée la « Charte révolutionnaire des hommes libres ». Elle comportait sept paragraphes qui commençaient par ces deux mots en majuscule: « NOUS VOULONS ». En voici le septième et dernier paragraphe: « *NOUS VOULONS accélérer la marche du monde vers l'unité. Que l'orgueil ou l'égoïsme éventuels des Gouvernements, les principes d'une souveraineté souvent illusoire n'entravent pas cette marche à l'unité. Que la France, après avoir reconquis sa souveraineté, se déclare prête à la limiter, pour entrer dans une organisation internationale! Que le génie de la France rayonne dans le monde* ».

Alger, début 1944. Un an plus tôt, toujours à Alger, le Comité français de libération nationale est dirigé par le Général de Gaulle, et Jean Monnet en fait partie. Celui-ci réfléchit à l'après-guerre et rédige une note au mois d'août 1943. On y découvre déjà quelques grands thèmes à mettre en œuvre, la victoire une fois assurée. De ce mémorandum de Jean Monnet, déposé dans ses archives à Lausanne, je retiendrai trois lignes: « Il n'y aura de paix en Europe si les États se reconstituent sur une base de souveraineté nationale avec ce que cela entraîne de politique de prestige et de protection économique ».

Je vous avais prévenus: des noms et des dates, mais aussi des concepts. Quel est ce concept fondamental sur lequel je viens de faire un zoom très précis: c'est celui du partage de la souveraineté qui nous taraude encore en 2008, et qui avait été au cœur des débats lors du référendum sur le texte constitutionnel en mai 2005, Cette capacité d'accepter ou de refuser un partage de souveraineté, devenu dérisoire dans la mondialisation d'aujourd'hui; cette volonté de construire une autre souveraineté, réelle et efficace, celle d'une Europe debout, parlant d'une seule voix au FMI et à l'OMC, et face aux États-Unis, à la Chine, à l'Inde, à la Russie, cette capacité, et cette volonté, vous ne pourrez les réaliser que dans la confiance, dans des convictions partagées.

Nous sommes là, au cœur de l'héritage du 9 mai 1950, qui, dans une conjonction assez extraordinaire, est le résultat des méditations parallèles (puis convergentes) de deux hommes, La méditation de Jean Monnet à Alger en 1943 et la méditation de Robert Schuman, en avril 1942, à Neustadt en Palatinat, où il est en résidence surveillée, sorti des prisons de Metz après son arrestation par la Gestapo en septembre 1940,

L'état d'esprit de Robert Schuman, au printemps 1942, nous le connaissons grâce à notre ami Georges Ditsch qui avait été autorisé à rendre visite à Robert Schuman dont les promenades régulières, et sages, avaient rassuré ses gardiens. A son retour à Thionville, Georges Ditsch avait fait un résumé des confidences de Robert Schuman; j'ai pu en bénéficier et, en voici l'essentiel: « *Une fois le national-socialisme vaincu, lui avait dit Robert Schuman, il faudra imaginer des formes nouvelles pour unir l'Europe car, dans le passé, certains l'avaient tenté par la force. Sans une réconciliation sincère et définitive entre Français et Allemands, une Europe pacifique n'est pas pensable. Assez de guerres civiles! Nos populations des frontières sont bien placées pour le savoir. Les frontières qui nous séparent aujourd'hui ne doivent pas être une barrière entre des peuples, entre des hommes qui, en fin de compte, n'ont jamais été eux-mêmes à l'origine des conflits. Il faut en finir avec la notion « d'ennemi héréditaire » et proposer à nos peuples de former une communauté qui sera le fondement, un jour, d'une patrie européenne...Si nous agissons de la sorte, nous aurons accompli les dernières volontés des morts de tous les pays* ».

Voilà les racines profondes des convictions de Robert Schuman qui, avec les analyses et les réflexions de Jean Monnet, peuvent expliquer les conditions quasi-existentielles de l'évènement du 9 mai 1950, Le butoir de la réunion du 10 mai, prévue à Londres entre les trois alliés (USA, RU, France), a joué en quelque sorte le rôle d'accélérateur dans un processus compliqué et délicat qui était loin d'être gagné d'avance.

Alors que faire de notre héritage en 2008? Dans le socle du 9 mai 50, il y avait trois mots: paix, réconciliation et solidarité. On nous dit que la réconciliation, elle est faite: à 6 sûrement, à 27, ce n'est pas encore certain. La paix, elle est acquise, nous affirme-t-on; donc, cette motivation a disparu, encore que ce qui se passe dans les Balkans reste inquiétant. Bon, admettons; les combats pour la réconciliation et la paix ne seraient plus des objectifs pour les nouvelles générations. On donnerait un quitus aux anciens en disant: bravo, vous avez réussi, partez en paix! Est-ce vraiment

aussi clair?

Et qu'en est-il de la solidarité, troisième composante du 9 mai? J'ai l'impression que dans ce domaine, il nous reste encore d'immenses chantiers. Pour ma part, j'ai à l'esprit les promesses du Sommet de Lisbonne en mars 2000, c'était, souvenez-vous, l'audacieuse stratégie d'une société de la connaissance, la plus compétitive, avec les trois piliers de l'économie, de l'environnement et du social. Sur ce dernier point, ayant beaucoup travaillé avec mes amis d'ATD-Quart Monde, j'avais évidemment noté cette phrase du texte final: « Il est inacceptable que, dans l'Union européenne, tant de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté et soient touchées par l'exclusion sociale. Il faut prendre des mesures pour donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté ». Le bilan de cette stratégie de Lisbonne doit être présenté en 2010 et ce rendez-vous est actuellement préparé au sein des Institutions européennes. Il sera probablement mitigé.

Pour l'heure, en ce printemps 2008, à Bruxelles et dans les autres capitales européennes, on s'efforce de clarifier les décisions qui doivent être prises, une fois ratifié le Traité de Lisbonne; on se souvient que le 1er janvier 2009 a été indiqué comme objectif. Vous imaginez bien que la présidence slovène, le secrétariat du Conseil des Ministres et les 27 ambassadeurs permanents à Bruxelles travaillent à plein régime. Il semble que 33 sujets ont été cadrés et l'on avance prudemment, d'abord, parce qu'il ne serait pas convenable de faire comme si le Traité était ratifié, alors que le processus est encore en cours pour 17 pays membres. Ensuite, parce que plusieurs problèmes à résoudre touchent à des questions délicates. Prenons par exemple le « service diplomatique » de l'Union européenne à créer. Non point ex nihilo, mais en mixant précisément des services diplomatiques nationaux de longue tradition avec les services de la Commission européenne et du Conseil des Ministres à Bruxelles, secouant au passage les usages et compétences des Ambassades nationales à l'étranger et des Délégations de la Commission dans les pays tiers.

Le S.E.A.E., car tel est le nom du « Service Européen pour l'Action Extérieure », ce service diplomatique serait placé sous l'autorité du Haut représentant de l'U.E. pour le PESC (Politique Étrangère et de Sécurité Commune) qui est en même temps Vice Président de la Commission européenne. On perçoit la nouveauté et le sui generis du Service qui aurait des liens étroits avec le Conseil et la Commission, possédant en principe son autonomie administrative et budgétaire, y compris en matière de recrutement. Les 27 États membres sont-ils d'accord avec cette approche? C'est l'un des 33 sujets qui figurera dans les dossiers qui seront transmis par les Slovénes, le 30 juin, à la Présidence française.

L'heure tourne, et je ne vais pas vous détailler la liste des priorités annoncées par l'Élysée. A l'étranger, on s'interroge sur le programme ambitieux déjà commenté dans les médias. Avec une certaine malice, ils observent les sensibilités assez différentes de tel conseiller du Président de la République et du Secrétaire d'état aux Affaires européennes dont les convictions sont bien connues. D'ici au 1er juillet, des arbitrages vont devoir être réalisés. J'espère que l'approche la plus ambitieuse sera retenue, avec le subtil dosage d'audace et de pragmatisme qu'avaient pratiqué Robert Schuman et Jean Monnet.

Je viens d'employer le qualificatif « ambitieux »; c'est une partie de mon titre et ce serait une grande joie pour moi de retrouver nos dirigeants français en tête de peloton européen pour franchir de nouvelles étapes. Il me vient un souvenir, Robert Schuman m'avait dit, un jour : « *L'Europe est un problème de générations. Il nous faudra du temps. Mais ce qui est préparé par les aînés n'est valable que si les générations nouvelles y apportent leur enthousiasme* ».

Ce soir, j'étais avec vous pour contribuer à la transmission de la flamme européenne. Nous avons un an pour préparer les élections de juin 2009: au nom de Robert Schuman, au son de la Marseillaise et de l'hymne européen, je vous dis donc dès ce soir: « aux urnes, citoyens! » Pour une Europe debout, qui reconnaît son héritage et qui en est fière.